

Hommage aux 80 Parlementaires
10 juillet 2020 à l'Opéra de Vichy

Discours de Frédéric Aguilera, Maire de Vichy

Monsieur le Président du Sénat,
Messieurs les Ministres,
Madame la sous-Préfète,
Madame la Députée,
Monsieur le Sénateur,
Monsieur le Président du Conseil départemental,
Mesdames et Messieurs les élus régionaux, départementaux et municipaux,
Monsieur le Président du Comité en l'honneur des 80 parlementaires,
Mesdames et Messieurs les Présidents d'associations culturelles et patriotiques,
Mesdames et Messieurs,

Je suis honoré de vous accueillir ce matin dans cette salle magnifique de l'Opéra de Vichy pour célébrer avec vous le premier acte de résistance parlementaire, qui fût porté ici même par 80 élus de la République le 10 juillet 1940.

Je veux, avant toute chose, avoir une pensée particulière pour Christophe Pommeray, conseiller municipal de Vichy et Secrétaire général du Comité en l'honneur des 80, qui nous a quittés l'an dernier. Christophe Pommeray était un ardent défenseur de Vichy ainsi qu'un infatigable avocat de la mémoire des 80. Cette cérémonie a pris une vraie ampleur avec le temps et, il y est pour beaucoup, tout comme vous mon cher Joseph.

Cette ampleur, nous la mesurons à l'attachement porté par les deux chambres parlementaires, à cette cérémonie. L'an passé, nous avons accueilli Richard Ferrand, Président de l'Assemblée Nationale. Cette année, c'est au tour de Gérard Larcher, Président du Sénat d'être parmi nous. Je suis heureux de constater le niveau de solennité que conserve cette cérémonie année après année.

Bienvenue donc à vous, Monsieur le Président. Merci pour votre présence qui honore la mémoire des 80.

Votre présence honore aussi la Ville de Vichy et ses habitants. Nous savons compter en vous un ami fidèle et bienveillant. Vous êtes venu à plusieurs reprises et, si vous persistez à fréquenter Vichy, c'est sans doute parce que vous percevez tout à la fois la douceur de vivre et le dynamisme de notre belle cité.

En vous accueillant cette année, je me remémore en particulier votre visite de l'an dernier, à l'occasion de l'exposition « Il était une fois la Reine des Villes d'eaux ». Une grande exposition qui a attiré 30 000 visiteurs curieux de découvrir l'histoire bimillénaire de Vichy. 2000 ans d'une histoire riche, prestigieuse et parfois complexe.

Raconter toute l'histoire de Vichy, c'est mettre en avant son âge d'or mais c'est aussi assumer la présence encombrante et non souhaitée du gouvernement de la France entre 1940 et 1944.

Et c'est ce que nous avons fait.

C'est aussi ce que nous continuons à faire chaque année, le 10 juillet, à travers cette cérémonie destinée à rendre hommage aux 80 élus qui, contre les postures politiciennes, contre les lâchetés, ont pris le risque de tout perdre.

Ces hommes furent des résistants.

Ils furent ce qu'il restait d'honneur à la République française, quand leurs collègues foulaient au pied tous ses principes, en même temps que ses institutions.

Le 10 juillet 1940, la République sombra et l'Etat français entama son processus de collaboration avec l'Allemagne nazie. Un processus qui irait jusqu'à l'indignité par l'adoption dès 1940 de lois anti-juives.

Peut-on imaginer pire crime, pour un Etat, que celui qui consiste à livrer ses propres enfants à l'ennemi et à la mort en raison de leur religion ?

C'est une honte nationale inscrite à jamais dans notre histoire de France. Une honte née au cœur même de l'appareil d'Etat.

Il aura fallu attendre le 16 juillet 1995, soit plus d'un demi-siècle, pour que les plus hautes autorités françaises reconnaissent officiellement la responsabilité pleine et entière de l'Etat.

C'est Jacques Chirac qui, le premier, dira haut et fort ce qu'aucun président n'avait osé dire avant lui. Je cite : « *Oui, la folie criminelle de l'occupant a été secondée par des Français, par l'État français* ».

Ces propos mettaient un terme à 50 ans de déni officiel, 50 années d'une réécriture historique qui voulait faire croire que la collaboration n'était pas le fait de la France, en tant que machine administrative et politique, mais d'une sorte de branche illégitime de l'Etat, désormais abattue.

Une légende basée sur un postulat tronqué en vertu duquel « c'était Vichy, ce n'était pas la France ».

Aux Vichysois d'en assumer le fardeau. A Vichy d'incarner cette période !

De Gaulle, qui avait perçu ce risque d'enfermement pour notre ville, rappelait, je cite :
« *Vichy, qui n'eut point à choisir de 40 à 44 son destin, ne saurait accepter d'être associée à la déchéance du gouvernement qui lui fut alors arbitrairement imposé ».*

Pourtant, il était plus commode pour tout le monde d'isoler cette période sombre de notre histoire, y compris sur le plan géographique, en la réduisant à une ville.

Et puis, que pèsent 25 000 Vichysois présumés coupables, face à 60 millions de Français exonérés d'office ? Vichy, est la victime expiatoire parfaite.

Si l'intervention de Jacques Chirac eut le mérite d'en finir officiellement avec le déni, elle n'eût aucun effet sur les mentalités.

Dans les manuels d'histoire, dans les médias, dans la bouche des politiques et même dans les discours de l'actuel Président de la République, Vichy reste associé à la honte française.
Vichy est la honte française.

Au fond, ce ne serait pas très grave si cela n'impactait que notre ville. Nous saurions nous en débrouiller et trouver les ressources nécessaires pour « vivre avec ».

Mais cette manière d'orienter le récit historique de notre pays et la persistance même de ce déni pernicieux, constituent un vrai danger pour l'avenir.

Vivre dans le déni, c'est entretenir les braises des anciens feux.

Vivre dans le déni, c'est garder la porte ouverte à la résurgence des vieux démons.

Cela ne peut plus continuer.

L'histoire de France – comme celle de tous les pays du monde - est aussi faite de périodes complexes dont les comptes n'ont pas encore été soldés, l'actualité récente nous l'a rappelé.

80 ans après, il faut solder les comptes et engager un vrai travail de mémoire.

A Vichy, nous avons subi et non suscité l'installation du gouvernement de la France. Et pourtant, nous n'avons pas attendu pour prendre notre part à ce travail de mémoire.

Nous l'avons entamé depuis longtemps à travers cette cérémonie d'hommage aux 80.

Nous l'avons complété en consacrant une place à Michel Crespin, plus jeune Vichysois déporté, mort à Auschwitz en 1944, à l'âge de 5 mois.

Nous l'avons poursuivi en donnant au parvis du Grand Casino – Opéra le nom, ô combien symbolique, de cette grande dame de notre siècle que fût Simone Veil.

Nous l'avons développée aussi en renommant « *Allée des Justes parmi les Nations* » la promenade qui longe l'Allier et le Pavillon Sévigné, où logeait Philippe Pétain sans savoir que, dans le même bâtiment, des Vichyssois cachaient des Juifs.

Mais ce n'est pas suffisant et ce travail mémoriel, nous allons l'amplifier, l'accélérer dans les années à venir. Nous allons encourager et soutenir la recherche sur le rôle de l'Etat Français entre 40 et 44.

Cet engagement de la Ville de Vichy au service de la vérité est sans réserve. C'est un engagement fort, à la hauteur des enjeux.

Mais cet engagement a une limite. Car nous refusons d'incarner seuls, une fois encore, le travail de mémoire pour le compte de la nation.

Nous avons plus que jamais besoin du soutien de l'État.

Nous avons besoin que les plus hautes autorités de notre pays s'emparent de ce sujet, s'investissent et nous accompagnent.

Je lance donc aujourd'hui un appel solennel à l'État, à travers ses représentants ici présents, mais aussi à travers les relais que sont les parlementaires et d'abord vous Monsieur le Président du Sénat.

Je vous demande de nous aider à faire comprendre à l'Etat qu'il doit enfin se mettre à la hauteur de ces 80 courageux parlementaires qui en 1940 refusèrent d'accorder les pleins pouvoirs constituant à Philippe Pétain et agirent pour le salut de la France.

Aidez-nous à mener à bien ce travail de réconciliation et de concorde nationale en y impliquant l'Etat.

Nous sommes en 2020, 80 ans après. L'avenir de notre nation et des générations futures nous oblige à faire preuve d'audace pour avancer collectivement afin de briser les tabous et d'abattre tous les dénis !

La France peut compter sur Vichy.

Vichy aimerait pouvoir compter sur la France.

Je vous remercie.